

Editorial

BARNIER À MATIGNON : LE DOUBLE DÉNI DÉMOCRATIQUE D'EMMANUEL MACRON

par **PATRICK KAMENKA**

En nommant Michel Barnier à Matignon, un homme de la droite LR, ancien ministre de Nicolas Sarkozy et commissaire européen, Emmanuel Macron affirme vouloir poursuivre coûte que coûte sa politique néo-libérale tournant le dos au choix des Français à l'issue des législatives qui le 7 juillet avait donné une majorité relative au NFP.



Après plus de 50 jours d'atermoiements, avec l'onction de l'extrême droite RN et de la droite alliée à la Macronie, le chef de l'État fait fi de la volonté de la majorité des Français de revenir sur la réforme des retraites, de redonner du pouvoir d'achat aux plus démunis et de booster les services publics.

« Alors que les forces de gauche et écologistes, réunies dans la coalition du NFP avaient proposé Lucie Castets en appelant à construire des compromis et des majorités parlementaires à partir des propositions contenues dans notre programme, Emmanuel Macron et la droite font le choix de continuer à servir les intérêts de la finance d'abord », a déclaré le Parti communiste dans une réaction à ce coup de force de l'Élysée. Le rejet sans état d'âme de la candidature de Lucie Castets à Matignon sous prétexte de « stabilité institutionnelle » avaient déjà conduit les dirigeants du NFP à dénoncer la décision du président de la République, à l'instar du secrétaire national du PCF Fabien Roussel qui avait lancé « un appel pour qu'il y ait une grande mobilisation populaire » face au déni démocratique du chef de l'État.

Pour sa part, La France insoumise (LFI) par la voix de Manuel Bompard a confirmé qu'une motion de destitution du chef de l'État serait présentée par ses députés au bureau de l'Assemblée nationale « conformément à l'article 68 de la Constitution ». ■■■ 'Une' revue le 05/09/2024 (Suite en page 5)

ART

MAX LIEBERMANN ENTRE RÉALISME ET IMPRESSIONNISME

par **BERNARD FREDERICK**

Max Liebermann est considéré comme l'un des principaux représentants de l'impressionnisme Allemand. Mais sa rencontre avec ce courant de la peinture est tardive. Il faudra attendre sa participation au Salon de Paris, en 1882, pour qu'il soit reconnu en tant qu'« impressionniste ».

La première influence artistique vient de la peinture hollandaise. Liebermann est un admirateur de Rembrandt. Le réalisme de ses débuts se situe donc historiquement dans le sillage de la peinture flamande et néerlandaise. Il choisit pour thèmes le travail manuel des hommes, qu'ils soient paysans, artisans ou ouvriers, donnant ainsi une connotation sociale à sa peinture. ■■■ (Suite en page 12)



L'atelier du cordonnier – Max Liebermann (1881)

FACE AUX ULTRAS

par **HENRI BLOTNIK**

Des tags d'un retraité parisien du 16ème, chez qui on trouve fusil de chasse et ouvrages de Pétain et d'Hitler, aux intentions meurtrières dans l'attaque criminelle de la synagogue de la Grande Motte par un incendiaire algérien drapé dans un drapeau palestinien, s'accumulent les actes antisémites de caractères divers, avec une inquiétante escalade, aussi bien dans la décomplexion que dans la dangerosité, nourrie par la confusion équivoque entretenue par une extrême droite qui se croit légitimée ou par les manipulations démagogiques autour du tragique affrontement des pires ultras palestiniens et israéliens.

Les manifestations de l'antisémitisme, d'où qu'il vienne, doivent être combattues par toutes et tous, poursuivies et condamnées.

Devant le spectacle tragique des crimes commis par le Hamas et par le gouvernement Netanyahu, la cruauté de la réoccupation de Gaza, la punition de civils innocents, femmes et enfants, soumis aux bombardements et à la famine, morts par milliers, les otages israéliens sacrifiés à d'illusoires fins sécuritaires, la réprobation internationale croît et les pressions internationales se précisent, venant renforcer une expression massive de réprobation du gouvernement d'extrême droite, dans la société israélienne même. En janvier, la Cour internationale de Justice mettait en garde contre un risque génocidaire. Quelques mois plus tard, l'accumulation de crimes encouragés par le gouvernement israélien révèle une intention génocidaire, parfois pratiquement assumée, qui se trouve dénoncée comme telle par des voix israéliennes aussi.

Les deux mandats d'arrêt contre Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, soumis par le procureur à la validation des juges de la Cour pénale internationale, auraient pu créer de nouvelles conditions s'ils n'avaient été honteusement contestés. Une organisation syndicale comme la *Histadrout*, qui appelle à une grève générale, contribuera à renforcer le mouvement d'opposition, devenant peut-être clairement majoritaire en vue d'aboutir à une recomposition démocratique.

Nous voyons qu'en France aussi, il n'est pas simple d'éviter les abus d'un président isolé et cherchant à poursuivre sans partage la préservation des intérêts de nos privilégiés, méprisant l'expression populaire portée par le mouvement social comme par les élections, aiguisant les frustrations et nourrissant les impostures de l'extrême-droite.

Ici aussi, élargir une mobilisation populaire qui ne saurait faiblir, comme y invite la CGT par la voix de Sophie Binet, pour imposer le retrait de la réforme des retraites, bloquer le projet d'un budget préparé un gouvernement démissionnaire et faire advenir une perspective politique plus susceptible de répondre aux attentes sociales, est un enjeu incontournable. ■ 02/09/2024

CARNET

SARAH MIMOUN, UN REGARD PRÉCIEUX

« Que représentent les livres, si ce ne sont des histoires d'hommes, écrites par des hommes, pour des hommes ? », écrivait-elle en 2002, rendant hommage à sa collègue bibliothécaire, autre Sarah, pour évoquer « son amour des êtres humains ». Ces mots peuvent s'appliquer à elle-même, dont personne n'oubliera ni le sourire ni le regard. Sarah Mimoun nous quittait, ce mois d'août.

Née Fryde le 2 février 1939 de parents ayant fui la Pologne, elle s'appellera « Suzanne » dès 1940. Son père, engagé volontaire est alors prisonnier. Enfant cachée confiée aux religieuses d'Aubervilliers jusqu'à la Libération, emmenée par sa mère dans une synagogue, elle s'agenouille. Au retour des prisonniers, la fillette découvrira son père, rescapé en uniforme, ne parlant que le yiddish. En 1960, Sarah Fryde répond à une annonce. La voilà secrétaire au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), travaillant avec Isaac Schneersohn, son fondateur*.

Devenue archiviste et historienne auto-didacte dans une équipe dévouée et soudée, parfaitement insensible aux notoriétés, elle travaillera avec Sarah Halperyn, dotant le CDJC d'une atmosphère bienveillante par une immense qualité d'écoute.

Gratuitement comme son amie, regrettant leurs fous rires, Sarah Mimoun retraitée, continuait d'accueillir nombre de témoignages, soutenant les familles et les chercheurs, générations après générations, tout en formant nombre de nouveaux collègues du Centre de documentation du Mémorial de la Shoah.

Notre mémoire à tous perd un témoin précieux. ■ HA

* Voir 1943 : S'unir ? d'Hélène Amblard, paru dans la Presse Nouvelle n° 408 de septembre 2023.



JEAN ROL-TANGUY



Le 7 juin dernier, Jean Rol-Tanguy, âgé de 80 ans, disparaissait brutalement des suites d'un AVC. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous pouvons lui rendre hommage. La longue vie de résistance et de lutte de ses parents, grands résistants communistes, avait de quoi l'inspirer :

Henri Rol-Tanguy, son père, ouvrier syndicaliste métallurgiste, ancien brigadiste, artisan de la restructuration du PCF dès l'automne 1940, était chargé de l'organisation de la lutte armée. Chef d'état-major régional des FFI, il conduisit l'insurrection populaire qui libéra Paris, le 25 août 1944. Évoquant les 23 FTP de l'Affiche rouge, il rappelait que l'instrumentalisation de leur procès, à base de xénophobie, d'antisémitisme et de racisme, n'avait pas effrayé les Parisiens, bien au contraire.

Cécile Rol-Tanguy, sa mère, qui avait dactylographié l'appel Tous aux barricades déclencheur de l'insurrection qui libéra la capitale (voir page 7), rappelait que c'est dans le landau d'Hélène, leur fille aînée, puis dans celui de Jean, qu'elle transportait des revolvers, grenades, journaux clandestins... Sa devise : « Si l'on a

peur, on ne fait rien... ». Elle regrettait que ses camarades femmes résistantes aient été peu honorées après la guerre. Elle fut une marraine très active de MRJ-MOI, dès sa création.

Jean aura été journaliste, depuis 1967, homme de communication, membre des rédactions de L'Humanité, de L'Yonne républicaine et de la revue Tourisme et Travail, militant du SNJ-CGT dont deviendra un dirigeant apprécié. Très investi et engagé dans la transmission de la mémoire de la Résistance et de ses combattants, il aura présidé de longues années le Comité parisien de la Libération, qu'il représentait à toutes les cérémonies. Dont celle du 20 juin 2022, où sa présence honora notre maison, le « 14 », lors de son inauguration « officielle » par la Mairie de Paris, pour célébrer notre histoire placée sous le signe de la Résistance.

L'UJRE, membre du Comité parisien de la Libération, présente ses sincères condoléances à Martine son épouse, à sa famille et à ses proches. ■ UJRE

VIE DES ASSOCIATIONS

Chers amis, comme chaque année, les équipes de l'UJRE et de la Presse Nouvelle Magazine seront présentes au Village du Livre de la Fête de l'Humanité qui se tiendra du 13 au 15 septembre sur l'ancienne base aérienne 217 du Plessis-Pâté, en plein cœur de l'Essonne.

C'est avec grand plaisir que nous vous accueillerons sur le stand que nous y partageons avec nos amis de MRJ-MOI et de l'AACCE, pour échanger et vous proposer ouvrages, documentations et diverses brochures traitant de l'histoire et de l'actualité, et bien sûr, de vous abonner à notre Presse Nouvelle Magazine. Venez nombreux ! ■



CALENDRIER

05 et 06/09 (1972) Attentat de Munich aux J.O. À Paris c'est la liesse des Jeux Olympiques et Paralympiques. À Munich, il y a plus de 50 ans, onze athlètes israéliens étaient assassinés lors de la prise d'otages de Septembre noir. À Tel-Aviv, ce 1^{er} septembre, on découvre 6 otages du Hamas assassinés à Gaza. Colère, annonce de grève générale. Souvenons-nous, agissons. ■

13-15/09 Fête de l'Humanité (voir ci-contre). ■

21/09 Journée internationale de la Paix. Au Moyen-Orient, agissons pour la libération de tous les otages, pour un accord de cessez-le-feu, pour une reconnaissance par la France de l'État de Palestine et par tous les États de celui d'Israël. ■

21-22/09 Journées européennes du patrimoine. Envoyez à secretariat@ujre.fr vos souvenirs du « 14 », notre lieu-patrimoine, pour préparer notre journée 2025 ! ■

26/09 Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. Exigeons dans chaque commune de France que la France ratifie le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) adopté par les Nations Unies en 2017, en application de l'article 6 du Traité sur la Non-prolifération nucléaire (TNP), signé par la France, qui prévoit l'obligation pour les signataires de s'engager dans le désarmement nucléaire. ■

COMMUNIQUÉS

L'ANTISÉMITISME FRAPPE LA SYNAGOGUE DE LA GRANDE MOTTE



Hier matin, samedi 24 août peu avant 9 heures, une bouteille de gaz a provoqué une explosion mettant le feu aux portes de la synagogue Beth Yaacov de la Grande Motte près de Montpellier.

Heureusement l'incendie provoqué par l'explosion ne s'est pas répandu à l'intérieur de la synagogue, évitant ainsi de blesser les cinq personnes, dont le rabbin, qui se trouvaient à l'intérieur. Un policier municipal a été légèrement blessé.

Ce nouvel acte antisémite avait pour

but de tuer. En effet, commis à cette heure, un samedi, il avait probablement comme objectif de toucher bon nombre de fidèles, prêts à commencer la prière. Cet attentat s'ajoute à la liste des propos et actes antisémites qui sont en forte augmentation depuis l'intervention militaire meurtrière d'Israël à Gaza qui fait suite à l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023.

L'UJRE, MRJ-MOI et l'AACCE* demandent que tout soit mis en œuvre sans délai pour retrouver et punir les auteurs de cet attentat et que cesse cette

sinistre escalade. Aujourd'hui 25 août, il semble qu'un suspect ait été interpellé.

Nos trois associations souhaitent que la France, par la voix de son Président, pèse de tout son poids dans les négociations en cours afin d'obtenir au plus vite un cessez-le-feu à Gaza. ■

25/08/2024

* L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide
Mémoire des Résistants Juifs de la Main-d'œuvre Immigrée
Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, *PNH* depuis 1982 : mensuelle en français, *PNM* éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 062 9 G 89897

Directeur de la publication
Henri Blotnik

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : lapnm@orange.fr

Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :
6 mois 30 euros
1 an 60 euros
Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE AQUARELLE
14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif. Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

ISRAËL ENTRE CRIME ET SUICIDE

par **DOMINIQUE VIDAL**

Il y aura bientôt un an que, suite à l'opération terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, Tsahal s'est lancée dans une « riposte » non moins terroriste contre la bande de Gaza, ses infrastructures et ses habitants. Prétendre que la première, avec ses 1 040 victimes et 250 otages, justifierait la seconde, avec un bilan évalué par la revue scientifique *The Lancet* à 186 000 morts et disparus reviendrait à affirmer qu'une vie arabe ne vaut pas une vie juive – mais environ 145 [1].



La CIJ ordonne à Israël de prendre des mesures pour empêcher les actes de génocide à Gaza

C'est pourquoi, le 26 janvier dernier, la Cour internationale de Justice (CIJ), saisie par l'Afrique du Sud accusant Israël de violer la Convention des Nations Unies sur le génocide de 1948, a rendu une décision l'appelant à :

- « s'abstenir de commettre des actes entrant dans le champ d'application de la Convention sur le génocide ;

- prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide ;

- prendre des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture de l'aide humanitaire à la population civile de Gaza ;

- conserver les preuves liées l'accusation de génocide [2] ».

Ces exigences ne manquent pas d'arguments, à commencer par les crimes de guerre et contre l'humanité perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 et par l'armée israélienne depuis, à Gaza comme en Cisjordanie – cf. l'article d'Isabelle Avran page 4 du présent numéro. Jamais Tsahal n'en avait commis autant et en aussi grand nombre, comme l'attestent les textes et les images publiés sur les réseaux sociaux par nombre de ses soldats, fiers de leurs atrocités. À ce catalogue de toutes les horreurs imaginables, les dirigeants militaires et politiques d'Israël répondent en plaçant leur caractère non intentionnel.

Sauf que, cette fois, ils ont eux-mêmes incité leurs troupes au massacre. Nul n'a oublié la déclaration du ministre de la Défense Yoav Gallant dès le premier jour de la guerre contre Gaza : « Nous combattons des animaux humains, et nous agissons en conséquence [3] » Pour sa part, le général-major Ghassan Allan, coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires, a assuré qu'à Gaza « il n'y aura ni électricité ni eau, il n'y aura que destruction. Vous vouliez l'enfer, vous aurez l'enfer [4] ». Un enfer, selon Bezalel Smotrich, le ministre des Finances et gouverneur de la Cisjordanie, pour qui le blocage de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza est « justifié et moral », quitte à entraîner la mort de 2 millions de civils affamés, ajoutant toutefois que la communauté internationale ne permettra pas que cela se produise [5]. Avi Dichter, ministre israélien de l'Agriculture, a appelé à une « Nakba de Gaza » [6]. Amihaï Eliyahou, ministre israélien du Patrimoine, a proposé, lui, de larguer une bombe atomique sur Gaza [7]. Quant au président d'Israël Isaac Herzog, il a blâmé toute la Palestine pour l'attaque du 7 octobre – il s'est

même déshonoré en signant de la main un obus destiné aux Gazaouis [8].

Rien d'étonnant à la multiplication de manifestations d'une ampleur inédite, des pays arabes à Londres et New-York jusqu'aux villes allemandes, malgré l'interdiction décrétée par le gouvernement Scholz. L'invocation par Berlin de sa « dette morale » à l'égard d'Israël relève d'ailleurs du contre-sens : pour être les meilleurs amis de l'État juif, les Allemands devraient le dissuader de poursuivre son chemin belliciste qui le mènera un jour à une catastrophe...

Puis, le 19 juillet, à la demande de l'AG de l'ONU, la CIJ déclarait que « l'utilisation abusive persistante de sa position en tant que puissance occupante à laquelle Israël se livre en annexant le Territoire palestinien occupé et en imposant un contrôle permanent sur celui-ci, ainsi qu'en privant de manière continue le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, viole des principes fondamentaux du droit international ». Et de conclure que « la présence continue de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite » et que « l'État d'Israël est dans l'obligation de mettre fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé dans les plus brefs délais ». La Cour estimait également que « l'État d'Israël est dans l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation, et d'évacuer tous les colons du Territoire palestinien occupé » et que « l'État d'Israël a l'obligation de réparer le préjudice causé à toutes les personnes physiques ou morales concernées dans le Territoire palestinien occupé [9] ». Les juges de la CIJ ont aussi précisé que « tous les États sont dans l'obligation de ne pas reconnaître comme licite la situation découlant de la présence illicite de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de [cette] situation ».

Criminelle, cette attitude comporte aussi, on l'oublie souvent, une dimension suicidaire. Car, si une certitude se dégage de cette impasse sanglante, c'est qu'aucun des deux peuples ne quittera la terre qu'ils estiment leur. Toute violence ne peut que rendre impossible une issue pacifique et délégitimer ceux qui s'y livrent. Fort de l'expérience des attentats-kamikazes durant la Seconde Intifada, le Hamas aurait dû redouter la radicalisation durable que l'opération du 7 octobre provoquerait dans l'opinion israélienne. Et lorsque le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a qualifié Gaza de

« cimetière d'enfants [10] », quel dirigeant israélien pouvait ignorer que cette horreur alimenterait la haine des plusieurs générations de Palestiniens contre leur occupant ?

Tel-Aviv connaît d'ores et déjà un isolement sans précédent au sein de l'ONU : lors du dernier vote annuel de l'Assemblée générale sur « le droit à l'autodétermination et à un État du peuple palestinien », le 10 novembre 2023, seuls quatre États ont voté contre, avec Israël : les États-Unis, les îles Marshall, la Micronésie et

Nauru [11]. Et Tel-Aviv a connu échec après échec lors de la plupart des votes de l'AG depuis dix mois.

Et pour cause : les crimes perpétrés par Tsahal depuis le 8 octobre ont dégradé durablement l'image d'Israël dans les opinions du Sud, notamment des pays arabo-musulmans, mais aussi en Occident. Curieusement le président du CRIF attribue le sursaut d'antisémitisme à l'attaque du 7 octobre [12], comme si la critique croissante d'Israël n'avait pas pour cause essentielle les atrocités de son armée en Palestine occupée. Et ceux qui accusent les médias français d'attiser cette critique négligent cette question : qui jette de l'huile sur le feu, les crimes de Tsahal ou bien leur compte-rendu ? Comment, par exemple, oublier ces témoignages de soldats sur la torture et le viol de prisonniers palestiniens dans la prison jusque-là secrète de Sde Teman [13] ? La guerre de Gaza fragilise aussi l'économie du pays, à preuve les investissements directs étrangers en chute libre : - 55,8 % en neuf mois [14].

La spirale de violence provoque enfin un phénomène sans précédent pour Israël : des dizaines de milliers de Juifs israéliens ont quitté leur pays, cette *yerida* (émigration) concurrençant désormais l'*aliya* (immigration). Et nombre de ceux qui restent se sont désormais procuré un second passeport. Un geste qu'explique un chiffre : 28 % des Israéliens envisageaient déjà, il y a un an, de s'installer à l'étranger [15]... ■

* **Dominique Vidal**, journaliste et historien

[1] [www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(24\)01169-3/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(24)01169-3/fulltext)

[2] Cf. amnesty@fr

[3] *The Times of Israël*, 9 octobre 2023.

[4] *L'Humanité*, 02/11/2023.

[5] *The Times of Israel*, 05/08/2024.

[6] *Time*, 13/11/2023

[7] *TheTimes of Israel*, 05/11/2023.

[8] *Haaretz*, 03/01/2024.

[9] <https://unric.org/fr/gaza-la-justice-internationale-se-prononce-sur-la-plainte-pour-genocide>

[10] Site du *Times of Israel*, 30/10/2023.

[11] <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/374/57/pdf/n2337457.pdf>

[12] *France 24*, JT de 20 heures : <https://www.france.tv/france-5/c-a-vous-la-suite/saison-15/5675043-actes-antisemites-1000-depuis-le-7-octobre-c-a-vous-25-01-2024.html>

[13] www.youtube.com/watch?v=w6xHUB9P_a8

[14] *Israel Valley*, 28 juin 2024.

[15] Site de *I24*, 25 juillet 2023.

IL EST TEMPS DE FAIRE RESPECTER LA VIE ET LE DROIT

par ISABELLE AVRAN

Près d'un an de guerre totale contre la population de Gaza appelle à une réaction internationale urgente pour imposer le cessez-le-feu et la fin de l'occupation de la Palestine.

Il s'appelle Mohamed Abuel-Qomasan. En ce mois d'août, en dépit de la guerre, il se réjouissait de faire enregistrer la naissance de ses jumeaux de quatre jours, Ayssel, une petite fille, et Asser, un petit garçon. La mort aura eu raison d'un bonheur éphémère. Une attaque aérienne israélienne a tué les nourrissons, de même que son épouse et sa belle-mère.

Elle s'appelait Hind. En janvier, sa voix a fait le tour du monde. Une voix d'enfant de six ans appelant à l'aide au téléphone depuis une voiture où les siens avaient été massacrés. Son corps sans vie a été retrouvé peu après. D'octobre à août, plus de 40 000 Palestiniennes et Palestiniens de la bande de Gaza ont ainsi été tués. Parmi eux, des milliers d'enfants. Des milliers d'autres sont portés disparus. Plus de 93 000 ont été blessés, des milliers amputés.

Près d'un an de cauchemar

Gaza. Tout manque. L'eau potable. Les médicaments. L'accès à l'hygiène. La famine organisée tue. Déjà avant le 7 octobre, du fait du blocus israélien, 65% étaient en insécurité alimentaire. Plusieurs centaines de milliers d'enfants sont privés d'école. Des semblants de cours et d'activités s'improvisent entre les gravats. La pénurie de carburant empêche le fonctionnement des rares hôpitaux encore partiellement en service. Des chirurgiens opèrent sans anesthésie et à la lueur d'un téléphone portable. Des bébés prématurés privés de couveuse sont menacés d'arrêt cardiaque...

Les ordres d'évacuation immédiate se succèdent. Les familles doivent sans cesse migrer d'une zone de prétendue sécurité à une autre, sur un territoire de plus en plus restreint, contraintes de tout abandonner encore et encore. Le 26 août, la population a dû désertier Deir el-Balah où était localisé un centre opérationnel de l'OMS pour la vaccination de quelques 640 000 enfants de moins de dix ans, tandis que la poliomyélite a fait le 16 août une première victime, un bébé de quelques mois. Le virus, éradiqué depuis vingt-cinq ans, a réapparu : il circule dans les eaux usées et se propage comme d'autres maladies (maladies de peau, respiratoires, diarrhées infantiles, hépatites A...), faute d'évacuation des déchets, précipitant la prolifération des insectes, des rats, même des serpents. Et des corps inaccessibles se décomposent sous les décombres, l'horreur s'ajoutant au deuil. Des centaines d'humanitaires ont été tués. Les snipers les ciblent comme ils ciblent journalistes, universitaires, étudiants... Les mêmes scènes se répètent, sous les yeux de toutes et de tous, d'enfants, si souvent privés de toute famille. Corps calcinés, déchiquetés, comme une barbarie technologisée devenue pour eux la banalité du monde où ils tentent de survivre. Sous le bruit incessant des bombardiers et des drones qui larguent la mort et le feu jour et nuit, l'insécurité est permanente et tous les repères ont volé en éclats. Enfants comme adultes sont durablement traumatisés.

Ne faudrait-il y voir que de regrettables dégâts collatéraux, quand la Cour internationale de Justice, sollicitée par l'Afrique du Sud, évoquait dès janvier l'hypothèse d'un risque de génocide ?



Au milieu des décombres, des enfants collectent de l'eau à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza. La plupart des systèmes d'approvisionnement en eau de la bande de Gaza sont endommagés ou hors service en raison du manque de carburant ou des dommages subis © UNICEF/UNI580051/EI Baba

La guerre à tout prix

La guerre aurait-elle pour objectif de sauver les otages israéliens retenus par le Hamas et ses alliés à Gaza depuis leur attaque meurtrière sur le sol israélien le 7 octobre dernier ? Difficile d'y croire alors que les dirigeants israéliens refusent tout cessez-le-feu qui aurait pourtant permis leur libération. Le 21 août, Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, a quitté la région sans avoir obtenu de cessez-le-feu. Les États-Unis continuent de soutenir Tel-Aviv au Conseil de sécurité des Nations unies, de lui apporter une aide militaire indispensable à son entreprise, mais s'inquiètent d'un éventuel embrasement régional.

De fait, Israël n'a pas hésité à tuer à Beyrouth Fouad Chokr, chef militaire du Hezbollah, à tuer à Téhéran Ismaïl Haniyeh, chef du Bureau politique du Hamas, qui participait aux négociations, à assassiner également, au Liban, Khalil Maqdash, un responsable du Fatah, à bombarder le pays... espérant alors vainement non des ripostes sans réels effets, mais l'escalade.

Antony Blinken avait proposé au printemps un plan en trois phases. D'abord une trêve de six semaines accompagnée de la libération des otages israéliens les plus fragiles en même temps que celle de centaines de prisonniers politiques palestiniens. Puis un cessez-le-feu permanent avec la libération de tous les otages, puis la reconstruction de Gaza. Benyamin Netanyahu a refusé le plan s'il ne prévoyait pas le maintien d'une présence militaire israélienne dans deux « couloirs » : celui dit de « Philadelphie » le long de la frontière avec l'Égypte, celui dit « Netzarim », qui coupe en deux le minuscule territoire d'Ouest en Est, ce qui demeure inacceptable tant pour les forces palestiniennes que pour l'Égypte.

Les dirigeants israéliens répètent qu'il s'agit d'éradiquer le Hamas, après les attaques du 7 octobre qui ont fait 1 200 morts militaires et civils, dont 37 enfants. Cent-vingt personnes sur 252 seraient encore otages. Mais comment croire qu'un tel déchaînement de force israélien ne génère pas plutôt un désir de vengeance radicale d'une nouvelle génération en quête de libération, tout comme les années de blocus, de guerres à répétition par l'occupant, d'absence de toute perspective d'indépendance... ont généré au sein d'une partie des jeunes Gazaouis une radicalité qui les a amenés à participer aux crimes de guerre du Hamas et de ses alliés commis le 7 octobre ?

De la mer au Jourdain : la volonté annexionniste israélienne

C'est que l'objectif israélien est ailleurs. Au cauchemar gazaoui, à la volonté manifeste d'effacement de toute possibilité de survie pour la population du petit territoire, s'ajoute un projet, qui ne se cache plus : empêcher l'édification d'un État palestinien et annexer la Cisjordanie pour permettre à un Grand Israël d'étendre ses frontières, jamais définies, de la mer au Jourdain.

En Cisjordanie incluant Jérusalem-Est, les raids des colons et de l'armée se multiplient avec leur cortège d'assassinats. Selon l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de 600 Palestiniens dont des dizaines d'enfants ont été assassinés en dix mois. S'ajoutent les raptés, la prison, les tortures, les viols... dénoncés par l'organisation israélienne de défense des droits B'Tselem.

Les expulsions, démolitions ou appropriations de maisons, confiscations de terres, détournements de ressources en eau... s'accroissent. En juin dernier, le gouvernement d'occupation a validé l'annexion la plus importante de ces trente dernières années. Il s'appuie sur les exactions des colons les plus extrémistes qui multiplient les pogroms, dont il condamne officiellement les plus meurtriers, pour tenter de faire croire qu'il s'en démarque. Ces colons se disent propriétaires de la terre selon la loi divine qui prévaut. Bezalel Smotrich, ministre des Finances, qui les a armés, affirme que le peuple palestinien n'existe pas. Vieille antienne qui a entouré la Nakba et la colonisation et qui se manifeste aujourd'hui avec une intensité nouvelle. Itamar Ben Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale, prétend quant à lui vouloir construire une synagogue sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem. Une nouvelle provocation condamnée par nombre de chancelleries, sans pour autant que des sanctions ne soient décidées.

La Cour internationale de Justice, sollicitée par l'Assemblée générale des Nations unies fin 2022 sur « les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé y compris Jérusalem-Est » a rendu fin juillet son avis. Non contraignant, il rappelle cependant le droit auquel doivent se soumettre et que doivent faire respecter tous les États. Il juge illégale l'occupation de tout le territoire occupé (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Gaza) dans son principe, qui empêche l'autodétermination du peuple palestinien, comme dans ses pratiques qui violent notamment les lois sur la ségrégation raciale et l'Apartheid.

Plusieurs pays, dont certains en Europe (Irlande, Espagne, Norvège), qui ont comme la Slovénie et l'Arménie reconnu l'État de Palestine, réclament des sanctions contre Israël pour imposer le cessez-le-feu et la fin de l'occupation. Mettre un terme à l'ivresse meurtrière de l'impunité. L'urgence n'est-elle pas toujours là ? ■ 27/08/2024

BARNIER À MATIGNON : LE DOUBLE DÉNI DÉMOCRATIQUE D'EMMANUEL MACRON

par **PATRICK KAMENKA**

(Suite de la Une)

Après avoir attendu six semaines à l'issue du second tour des législatives, perdues par le clan macronien, Emmanuel Macron avait enfin lancé la consultation pour la nomination d'un(-e) chef du gouvernement. Le 23 août, il avait reçu en priorité Lucie Castets avec les représentants des quatre formations du NFP pour « préparer une solution de stabilité » ; elle avait souligné qu'elle était prête à « construire des coalitions » pour la formation d'un gouvernement et sortir de cette période de léthargie imposée par Jupiter. À la veille de sa rencontre avec Emmanuel Macron, Lucie Castets avait envoyé une Lettre aux Français, cosignée par les représentants du Nouveau Front populaire (NFP), « qui réaffirment vouloir œuvrer à « améliorer concrètement et rapidement la vie des Françaises et des Français » : augmenter le pouvoir d'achat, revaloriser les salaires et le Smic, réparer l'hôpital public et l'Éducation nationale... ».

En refusant de nommer Lucie Castets à Matignon et de se conformer au vote des Français, le chef de l'État, qui se prétend « maître des horloges », ouvre dès lors une grave crise politique. Pourtant les faits sont têtus : le 2^{ème} tour des élections législatives a été remporté avec une majorité relative par les quatre composantes du NFP, ce qui a permis de barrer la route du Rassemblement National (RN) vers le pouvoir, en dépit d'un dangereux coup de poker joué par le loca-



15-06-2024. Strasbourg. Manifestation contre l'extrême droite

taire de l'Élysée qui, en dissolvant l'Assemblée nationale, avait pris le risque de voir le parti lepéniste arriver à Matignon.

Le président de l'extrême centre a fait fi tout au long de la période estivale du choix des Français martelant que « personne n'a gagné les élections ». Depuis, il joue la montre, en décrétant une trêve pendant les Jeux Olympiques de Paris, afin de conserver le gouvernement de Gabriel Attal, chargé de gérer les affaires courantes. Un jeu sinistre pour retarder toute solution prônée par le NFP sur la question des retraites, le Smic, l'assurance chômage, mais aussi sur des sujets urgents comme ceux touchant au climat, etc.

Jupiter n'a d'autre ambition que de poursuivre sa politique néo-libérale et, contre vents et marées, de prôner

une hypothétique coalition qui n'est autre qu'un véritable déni démocratique. Emmanuel Macron a joué sur l'élection au perchoir de Yaël Braun-Pivet battant le candidat communiste André Chassaigne de 13 voix, pour nier au NFP le droit de diriger le gouvernement. Une élection où la séparation des pouvoirs a été mise à mal : 17 ministres élus à la députation ayant participé à cette élection. Le NFP a porté l'affaire devant le Conseil constitutionnel qui s'est déclaré incompétent.

« L'irresponsabilité du président masque mal son plan : ignorer la première place de la gauche, avec l'espoir de bâtir une alliance avec la droite LR, voire avec des socialistes prêts à rompre avec le NFP », a commenté *L'Humanité Magazine* (1^{er}/14 août).

D'où les ballons d'essai lancés ces dernières semaines sur de potentiels premiers ministrables : Bernard Cazeneuve, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Michel Barnier, Karim Bouamrane, etc. En réponse, l'éditorial du *Monde* ne mâche pas ses mots titrant : « Emmanuel Macron doit cesser de jouer la montre ». À la veille de la rentrée sociale, la CGT a pour sa part appelé le président Macron à « respecter le choix des urnes ». La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, prévoit de construire une « mobilisation » sociale « fin septembre, début octobre, soulignant l'urgence d'abroger la la réforme des retraites et le budget de l'Etat pour 2025. ■ 27/08/2024

OLGA BENÁRIO: UNE REMARQUABLE FIGURE INTERNATIONALISTE FACE AUX NAZIS

par **HENRI BLOTNIK**

En Allemagne, comme en Europe ou encore au Brésil, l'engagement d'Olga Gutmann Benário a marqué les mémoires. Née à Munich en 1908 dans une famille juive relativement aisée, elle milite dès ses quinze ans dans une organisation de jeunesse communiste.

En 1925, elle suit à Berlin son compagnon Otto Braun et devient membre du Parti communiste d'Allemagne (KPD). Après la révolution allemande du 9 novembre 1918, écrasée dans le sang, l'anticommunisme et la répression demeuraient d'autant plus vifs que le KPD était un parti puissant. Aussi Olga vatt-elle s'illustrer une première fois, en 1928, en libérant, armes à la main, Otto Braun dans la salle du tribunal qui allait le juger, une fois arrêté. Cette fuite spectaculaire lui vaudra les gros titres de la presse allemande, mais aura aussi un écho notable dans la presse internationale et française, tant nationale [1] que régionale. Réfugiée à Moscou, Olga est formée par le Komintern, se sépare de son premier compagnon, et va intervenir auprès de mouvements de jeunes communistes, notamment en France et en Grande-Bretagne.

Dans le lointain Brésil, Luis Carlos Prestes, jeune officier supérieur, s'est porté à la tête d'une insurrection civile et militaire, parcourant, pendant des mois, de casernes en villages, des milliers de kilomètres de ce vaste pays à la tête d'une colonne à cheval de plusieurs centaines d'hommes. L'épopée, qui fait écho à de nombreuses revendications – réforme agraire, enseignement gratuit, lutte contre la corruption... –, s'achève sans débouché politique, mais les espoirs populaires soulevés valent à Luis Carlos le surnom de « chevalier de l'espérance » [2].

Réfugié en Argentine, il prend contact avec le mouvement communiste international, et après avoir décliné l'offre de commandement militaire de la révolution brésilienne de 1930 du futur dictateur Vargas, il répond à l'invitation du Komintern et rejoint Moscou, où il adhère au Parti communiste du Brésil (PCdoB).

En 1934, le Komintern organise le retour de Luis Carlos Prestes qui, sous l'apparence d'un commerçant portugais, accompagné de son épouse, arriverait pour affaires au Brésil, Olga constituant sa couverture pour ce voyage. Le voyage en bateau est long, naît une passion réciproque. Au Brésil, Luis Carlos prend la tête de l'ANL, Alliance nationale libératrice, antifasciste et anti-impérialiste, qui fait face au dictateur Vargas, alors complaisant envers Mussolini et Hitler, et à un important parti nazi local « intégraliste ». Hélas, malgré une influence importante, l'ANL manque encore de maturité et la tentative de coup d'État échoue, suivie de l'arrestation de Luis Carlos et d'Olga.

Les nazis, avisés de l'arrestation d'Olga, réclament son extradition qui sera accordée par Vargas et honteusement validée par la Cour suprême du Brésil.



Portrait d'Olga Benário Prestes. © João Candido Portinari (1945)

Malgré sa grossesse, Olga est enfermée à la prison pour femmes de Berlin où elle donnera naissance à Anita Leocadia.

Leocadia est aussi le prénom de la mère de Luis Carlos qui organise une importante campagne internationale de solidarité pour la libération d'Olga [3].

Elle permettra de récupérer sa petite-fille de 14 mois, mais hélas pas de sauver Olga, envoyée dans les camps de Lichtenburg, puis de Ravensbrück. Elle sera finalement exécutée en 1942 dans le « centre d'euthanasie » de Bernburg, celui où Irmfried Eberl, psychiatre autrichien, premier commandant du camp de Treblinka, avait auparavant exécuté le programme T4 d'extermination de près de

70 000 malades psychiatriques.

Luis-Carlos, emprisonné au Brésil, ne verra pour la première fois sa fille qu'en 1945 et poursuivra un engagement admirable [4].

Lors de la Fête de l'Humanité 2024, nous aurons l'occasion de saluer la petite-fille d'Olga et de Luis Carlos, Anita Prestes, responsable du secteur des relations internationales du PCdoB. ■

[1] *Le Temps*, 13/04/1928, p.2, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k247006j>

[2] Jorge Amado, *Le Chevalier de l'espérance* (Vie de Luis Carlos Prestes), EFR, Paris, 1949.

[3] *Ce Soir*, 05/09/1937, p.7, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7633692x>

[4] *Regards*, n°338, 08/02/1952, p. 11, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bd6t5109715>

QUI A TRAHI ANNE FRANK ET LES SIENS ?

UNE ENQUÊTE QUI SE CONCLUT SUR DE GRANDS SOUPÇONS

par **FRANÇOIS MATHIEU**

Au début des années quatre-vingt-dix, **Mirjam Pressler** (1940-2019), écrivaine et traductrice allemande, associée avec Otto H. Frank à l'édition du *Journal* d'Anne Frank, écrivait dans *Qui était Anne Frank ? L'histoire de sa vie* [1] : « On ignore jusqu'à aujourd'hui qui a dénoncé les huit personnes de "l'Annexe" ». Certes, ajoutait-elle, « deux fois de suite après la guerre [2], une enquête fut ouverte contre un ouvrier de l'entrepôt, mais les résultats ne suffirent pas pour le mettre en accusation. » [3]

Anne, la jeune juive d'origine allemande, réfugiée dès 1933 avec ses parents et sa sœur Margot à Amsterdam, reçoit pour cadeau lors de son treizième anniversaire un carnet à couverture à carreaux rouges, dont elle fera sa confidente. Morte du typhus à Bergen-Belsen à quinze ans, elle est depuis des décennies un symbole du génocide des Juifs, perpétré par les nazis, et singulièrement du million et demi d'enfants, symbole des jeunes victimes de la Shoah, du racisme et de la discrimination. Son *Journal* traduit en plus de soixante-dix langues fait partie du patrimoine documentaire mondial « d'intérêt universel » inscrit par l'UNESCO au registre « Mémoire du monde ».

Trois décennies plus tard, la question posée par Mirjam Pressler et bien d'autres demeure sans réponse. Quoi que... ce ne soient pas les tentatives d'y apporter une réponse qui manquent. Une telle question restée sans réponse définitive peut susciter des coups médiatiques. En 2022 paraît aux Pays-Bas un livre à sensation qui ne restera que quelques jours sur les étals des libraires, *Qui a trahi Anne Frank ?* Son auteure (canadienne), Rosemary Sullivan, s'appuyant sur des travaux d'une équipe spécialisée dans la recherche des « cold cases », sous la direction d'un ancien agent du FBI, avançait que le dénonciateur de la famille et de ses amis juifs était un notaire juif qui, par ce geste, aurait tenté de sauver sa propre famille. Une expertise menée dès l'annonce de cette accusation allait constater que l'enquête effectuée par cette équipe reposait uniquement sur des hypothèses et des interprétations erronées des sources. L'éditeur néerlandais ne devait pas tarder à déclarer : « Nous tenons à présenter (...) nos sincères excuses à ceux qui ont été offensés par le contenu du livre ».

Exposition

LEE MILLER SUR LA LIBÉRATION DE SAINT-MALO, EN AOÛT 1944

Lee Miller, la photographe du magazine *Vogue*, accréditée par l'armée américaine, est arrivée en France lors du débarquement d'Omaha Beach le 12 août 1944. Le lendemain, elle se trouve à Saint-Malo chargée d'un reportage sur les affaires civiles dans la ville corsaire, les femmes journalistes n'étant pas autorisées à participer aux scènes de combats.

En réalité, les troupes allemandes occupaient toujours la cité malouine, son port et la zone proche de la cité d'Alet qui font partie du dispositif du Mur de l'Atlantique érigé par les nazis pour défendre les côtes françaises. Seule reporter sur place munie de son Rolleiflex, elle va couvrir les violents combats qui s'achèveront le 17 août par la libération de la cité malouine détruite à 85% et où périront plusieurs centaines d'habitants.

Sérieux et sensible est le travail effectué par **Joop van Wijk-Voskuil** et **Jeroen de Bruyn***, le premier, fils de Bep-Elisabeth Voskuil, secrétaire d'Otto Frank, le père d'Anne et de Margot, le second journaliste belge, passionné depuis l'adolescence par le *Journal* et la courte vie d'Anne Frank. Il convient de rappeler que c'est Bep qui, après l'arrestation des reclus, avait mis en sûreté le manuscrit et d'autres écrits d'Anne Frank. Ce faisant, Joop van Wijk-Voskuil entendait rendre hommage à sa mère et lors, ne pouvait se douter de ce qu'il allait découvrir.

Retrouvé au début des années 1960 grâce à la ténacité de Simon Wiesenthal, le « chasseur de nazis », **Karl Siberbauer**, l'officier et policier nazi qui arrêta la famille Frank et leurs infortunés compagnons de vie, les van Pels, devait alors affirmer que le dénonciateur avait au téléphone « la voix d'une jeune femme », mais sans pouvoir ou vouloir en révéler l'identité. Dans un entretien vidéo d'octobre 1993, Fritzi, la seconde épouse d'Otto Frank, confirma : « [Otto] disait tout le temps que c'était une voix de femme qui avait parlé au téléphone avec la Gestapo. (...) Oui, une femme a appelé et a dit, "ils se cachent, là, dans cette maison". » [4]

Sans creuser cette piste, évoquant les « protecteurs » de « l'Annexe », Mirjam Pressler notait brièvement : « la situation de Bep Voskuil était plus compliquée qu'il n'y paraît à première vue, car l'une de ses sœurs avait une liaison avec un SS. » [5]

On imagine l'émotion quand, au bout de ses investigations, Joop van Wijk-Voskuil se vit quasiment assuré que la délatrice était sa tante, Nelly, alors que le reste de la famille avait résisté, chacun à sa façon, aux occupants.

Embauchée à dix-huit ans comme sténotypiste par Otto Frank, Bep, la mère de Joop, avait bien vu que l'on transportait des meubles dans l'« Annexe », mais n'avait pas posé de questions. Mise au courant en juin 1942, elle participera dorénavant avec grande abnégation au ravitaillement des reclus.

Puis un beau jour de mars 2010, comme l'écrit Joop van Wijk, ses propres « yeux se dessillèrent ». Effectuant des recherches sur le site Internet de l'Institut néerlandais d'études militaires (NIOD), les deux chercheurs décou-

vrent un document confidentiel, téléversé par erreur, « un texte dactylographié reprenant de longs passages inédits du *Journal* » [6] qui induisent que l'histoire familiale, jusqu'alors racontée, était « un mensonge » : « Nelly n'était pas une fille innocente dont le seul tort avait été de tomber amoureuse d'un soldat autrichien qui lui avait brisé le cœur. Elle avait eu énormément de contacts avec les nazis, d'abord à Amsterdam, puis dans un aérodrome de la Luftwaffe situé près de Laon, dans le Nord de la France, où elle avait travaillé presque jusqu'au débarquement. » [7]

S'ensuivirent quelques nouvelles recherches permettant la découverte d'« une multitude de connexions entre Nelly et les nazis. » [8] Des témoins encore vivants attestèrent que « Nelly n'avait pas eu une liaison amoureuse, mais bien plusieurs avec des officiers nazis pendant la guerre. » [9] Et qu'elle avait amplement profité des diverses faveurs de ceux-ci. À ce stade des investigations, il n'était certes pas possible d'affirmer que Nelly, décédée en 2011, était sans conteste la délatrice, mais les conclusions provisoires expliquaient sûrement pourquoi celle-ci « avait toujours été traitée comme le mouton noir de la famille » [10], une famille antifasciste aux yeux de laquelle elle ne pouvait pas, en raison de ses fréquentations et de sa vie professionnelle, avoir été innocente. ■

* **Joop van Wijk-Voskuil** et **Jeroen de Bruyn**, *Les derniers secrets d'Anne Frank. L'histoire méconnue d'Anne Frank, de sa protectrice et d'une trahison familiale*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Aurélien Blanchard, Éd. Michel Lafon, 2024, 304 p., 19,95 €.

[1] **Mirjam Pressler**, *Qui était Anne Frank ? L'histoire de sa vie*, traduit de l'allemand par François Mathieu, Éd. Calmann-Lévy, 223 p., 1995.

[2] **Willem van Maaren**, magasinier, et sa compagne **Lena Herzog**, femme de ménage, en 1948, puis en 1963.

[3] Op. cit. p. 198.

[4] *Les derniers secrets*, p. 154.

[5] *Qui était Anne Frank ?* p. 154.

[6] *Les derniers secrets*, p. 162.

[7] *Ibid.*, p. 162 et suiv.

[8] *Ibid.*, p. 164.

[9] *Ibid.*, p. 164.

[10] *Ibid.*, p. 165.

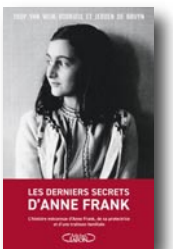
À voir



lique marquant la fin des hostilités à l'occasion de la reddition du commandant allemand de la place, le colonel Andreas von Aulock.

Une photo révèle également un secret qui sera bien gardé pendant de longues années : le témoignage d'un bombardement au napalm par l'aviation américaine. Les photos seront censurées dans l'édition de *Vogue*... Le quotidien *Ce Soir*, dirigé par Aragon, reproduira un cliché de Lee Miller sur Saint-Malo assiégé. ■ **PK**

À voir : **Lee Miller, Saint-Malo assiégée, août 1944**. Du 18 juin au 29 septembre 2024, à la Chapelle de la Victoire, Saint-Malo.



Paris, août 1944

II. PARIS, AOÛT 1944 : « TOUS AUX BARRICADES ! »

par HÉLÈNE AMBLARD

(Suite de la PNM n° 417)

Dans un Paris populaire occupé depuis quatre ans, le souvenir de la Commune et l'élan de 1936 restent frais. La dynamique ravivée galvanise le courage des habitants. En dépit de manœuvres contraires, l'insurrection prendra valeur de symbole.

Le jeune général nommé délégué militaire national du Comité français de Libération nationale, le CFLN en France, Jacques Chaban-Delmas dit « Chaban », travaille en lien avec les FFI et le haut commandement interallié auprès du général Koenig, commandant en chef des FFI à Londres. Fort inquiet de voir des communistes contrôler les opérations, il se rend à Londres dans la nuit du 5 au 6 août. Missionné par Koenig pour « freiner au maximum l'insurrection », il ne réussit à regagner Paris que le 16 août. Et se révèle impuissant.

La grève insurrectionnelle, avec occupation armée, engagée le 10 août par les cheminots, a été lancée par une manifestation au mot d'ordre clair : « Que la grève générale devienne effective ! Mort aux Boches et aux traîtres ! Les Alliés doivent entrer dans Paris libéré ! » Gagnant tous les corps de métiers jusqu'à la police, elle est générale le 18 août. Ce jour-là, faisant fi du manque d'armes et des avertissements de Koenig, Rol-Tanguy fait poser des affiches de mobilisation générale. Déjà, quelques mairies sont investies. La presse collaborationniste cesse de paraître.

Le 19 août, quelque 2 000 policiers hissent le drapeau tricolore sur la Préfecture de police, puis sur Notre-Dame. Rol, qui passe là en vélo avec des affiches, prend le commandement des agents, enrôlés dans les FFI. Tandis que nombre d'Allemands et de miliciens ont fui la capitale, Alexandre Parodi, délégué intermédiaire entre le Conseil national de la Résistance, le CNR et le Gouvernement provisoire de la République française, le GPRF, place sous l'autorité de Rol l'ensemble des forces gouvernementales d'Île-de-France.

Le 20 août au matin, Rol rejette l'idée d'une trêve, entraînant le colonel Lizé, installé dans le quartier de la Monnaie. Il installe alors son état-major dans un sous-terrain équipé, place Denfert-Rochereau. Le colonel Fabien, autre FFI ancien d'Espagne, commande le secteur Seine-Sud avec son groupe de choc, depuis son PC du XIII^e arrondissement.

L'Hôtel de Ville, investi dès l'aube par Léo Hamon au nom du GPRF et pour le Comité parisien de la Libération, le CPL, avec près de deux cents agents, pavoise avec le drapeau tricolore, encerclé par les FFI. Escarmouches, assauts, cocktails Molotov, tirs d'engins nazis alternent avec les quelques accalmies. À travers Paris, les près de 6 000 soldats allemands restants ripostent au soulèvement avec leurs armes et ce qu'il reste de miliciens. Dès le 18 août, Rol avait tenté d'envoyer une mission auprès des Alliés. Son chef d'état-major part annoncer la nouvelle : si la moitié de Paris est presque libérée, la situation devient critique. Soutenu par le général de Gaulle, le général Leclerc, forçant la main des Alliés, ordonne alors aux éléments de reconnaissance de la 2^e DB de marcher sur la ville... Eisenhower se décide enfin à envoyer la 4^e division d'infanterie US en renfort. L'attaque de la 2^e DB s'effectuera sur 200 kilomètres, sans soutien des Alliés.



Le colonel Rol dans son PC de Denfert-Rochereau

Hitler a ordonné de miner les points stratégiques de la capitale, c'est chose faite le 21 août. Le soir même, tandis que paraissent les premiers journaux enfin libres, que depuis la tour Eiffel pavoisée, la radio, libérée la veille, a diffusé le premier reportage en direct, surgissent les premières barricades, pour la défense de la population. On en comptera près de 600, sans compter la banlieue.

Après deux jours et deux nuits de combats aux côtés des FFI, les Parisiens voient arriver près de 150 éclaireurs survivants de la 2^e DB, par les portes d'Italie et d'Orléans ; quinze véhicules blindés, précédés de trois chars tricolores. « La Nueve », essentiellement composée de républicains espagnols anarchistes et communistes ayant connu en France les camps de la *Retirada*, est commandée par le capitaine Dronne, dont la voiture porte l'inscription « Mort aux cons ! », et son adjoint, Amado Granell. Ses blindés portent les noms de batailles pas si lointaines : « Teruel », « Guernica », « Ebra »... Au soir du 23 août, ils se postent en renfort à l'Hôtel de Ville, devenu QG de la Résistance intérieure. Au son du bourdon de Notre-Dame, on attend le gros de la 2^e DB. Le 24 août, le lieutenant espagnol Amado Granell est le premier libérateur reçu à l'Hôtel de Ville par Georges Bidault, président démocrate chrétien du CNR, tandis que Von Choltitz, commandant en chef du *Gross Paris*, organise la retraite de son unité, laissant quelques hommes pour achever un ordre hitlérien qui n'arrivera jamais...

Le 25 août, la milice patriotique de l'UJRE s'empare de la caserne de Reuilly [1].

Le matin-même, le général Leclerc est à la porte d'Orléans, accueilli par Chaban-Delmas.

Il établira son commandement en pleine gare Montparnasse. Le 4^e RIUS arrivera porte d'Italie. La section motorisée du XVI^e guide les blindés.

Renseignant les unités sur les positions ennemies, les FFI s'incorporent aux unités de combat.

Depuis l'hôtel Meurice, après l'assaut de la 2^e DB, Von Choltitz se rend, escorté jusqu'à la préfecture de police, où Luizet, nouveau préfet [2], a accueilli le général Leclerc. Entouré notamment de Chaban-Delmas, Rol-Tanguy, Kriegel-Valrimont, l'un des chefs du Comité militaire d'action (Comac), Leclerc signe le cessez-le-feu avec le général nazi dans une salle de billard. Le même jour, à la gare Montparnasse, la capitulation de Von Choltitz signée par Leclerc, est contresignée par Henri Rol-Tanguy... « Inacceptable ! » réagira de Gaulle en apprenant la nouvelle le lendemain.

Au soir du 25 août, de Gaulle gagne Montparnasse, puis s'installe au ministère de la Guerre. Après une halte à la préfecture de police, il rejoint l'Hôtel de Ville. Aux côtés de Georges Bidault et de Georges Marrane, il prononce son célèbre discours : « Paris. Paris outragé, Paris martyrisé, mais Paris libéré. Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! Puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle. »

Le 26 août, de Gaulle défile sur les Champs-Élysées. Messe à Notre-Dame. Foule compacte où l'allégresse populaire alterne avec la peur, les tirs et les combats. Le 26, Paris est bombardé par les nazis : près de 200 morts. Le 28 août, Eisenhower, fait défiler ses troupes devant de Gaulle. Il faudra pourtant attendre le 22 octobre, pour que le GPRF soit reconnu officiellement par les Alliés !

La 47^e division hitlérienne, dépêchée du Pas-de-Calais, tente de freiner l'avance Alliée. Aux côtés des FFI, la 2^e DB et le 4^e RIUS s'engagent dans de rudes combats en banlieue pour reprendre l'aérodrome du Bourget et ses alentours, comme ceux de la forêt de Montmorency. Tout près, des trains partent encore vers les camps nazis... L'Île-de-France ne sera totalement victorieuse que le 30 août.

Le 2 septembre, le GPRF tient son premier conseil des ministres à Matignon. Après les élections suivantes, de Gaulle, élu par l'Assemblée nationale chef du gouvernement provisoire, ne peut faire autrement : il nommera cinq ministres communistes. Il faut bien reconstruire le pays... ■

[1] La milice patriotique juive intégrera jusqu'à la fin de la guerre, la compagnie Marcel Rayman, formée sous le commandement de Jacob Tancerman.

[2] Officier des renseignements officiellement attaché militaire à Tanger, Charles Luizet se rallie immédiatement à l'Appel du 18 juin. De Gaulle, son instructeur à Saint-Cyr, le charge d'établir un réseau d'information pour l'Afrique du Nord. Sans s'être mêlé à la Résistance, le 8 novembre 1942, il sera Premier secrétaire général de la police du CFLN. Nommé préfet, il arrive en Corse le 14 septembre 1943 pour installer une nouvelle administration (atomiser les communistes) et à Paris, le 17 août 1944.

L'HISTOIRE DES JUIFS PENDANT L'OCCUPATION ITALIENNE (1940-1943)

Le 10 juin 1940, alors que les forces françaises reculent presque partout sous le coup de butoir de la Wehrmacht, Mussolini, qui jusqu'alors était resté neutre dans le conflit opposant la France et la Grande-Bretagne contre l'Allemagne nazie, décide de lancer ses armées (plus de trois-cent-mille hommes) dans les territoires frontaliers des Alpes-Maritimes, du Dauphiné et de l'Isère.

Cette région a été fortifiée depuis 1880 et ses forteresses ont été complétées en 1928, une partie faisant partie de la ligne Maginot. Le général René Olry, qui commande l'armée des Alpes durant la campagne de France – 185 000 hommes, nombre qui sera réduit quand les Allemands arriveront à Dijon et que Lyon sera décrétée ville ouverte –, parvient à repousser le gros de l'assaut italien.

Vers le 20 juin, Mussolini, après avoir tenté de bombarder Marseille, Toulon et plusieurs aérodromes français de la région, sans grand succès, fait avancer ses régiments le long de la côte. Mais l'armistice entre la France et l'Allemagne nazie étant signé le 22 juin à Compiègne, Mussolini revendique Menton, Nice, la Corse et la Tunisie. Rien de tout cela ne lui fut accordé. En revanche, l'Italie occupera le littoral français jusqu'aux portes de Toulon ainsi que la Savoie.

L'occupation de cette petite partie du Sud de la France a pris une tournure inattendue. En effet, les lois raciales de 1938 n'y sont pas appliquées. Les Juifs non seulement ne sont pas inquiétés, mais ils ont bénéficié de papiers leur permettant de circuler comme de simples citoyens.

Poliakoff et, plus tard, Hannah Arendt, ont souligné l'humanité d'un peuple ancien et civilisé qui a répugné les lois iniques appliquées en Italie depuis la fin de 1938. Les historiens qui se sont penchés sur la question ont avancé diverses explications, qui ne sont pas tout à fait convaincantes : une dissolution précoce du régime, la conscience que la guerre sera perdue, etc. Mais tout cela semble bien prématuré en 1940.

Il est certain que certains hauts fonctionnaires italiens n'avaient pas adhéré à cette politique discriminatoire. Cela a été, par exemple, le cas de Luca Pietromarchi, directeur du cabinet *Armistice et Paix*, organe du ministère des Affaires étrangères, qui avait la responsabilité de gérer les territoires occupés. Bien que raciste convaincu, il a refusé l'emploi de méthodes coercitives en France. L'armée, pour sa part, s'est montrée bienveillante.

Les Juifs ont donc pu jouir d'une tranquillité presque complète pendant la première phase de l'occupation italienne. Ce qui a rendu les relations entre le gouvernement de Vichy et les autorités italiennes très tendues. Himmler a fait pression à plusieurs reprises sur Mussolini pour que les Juifs réfugiés dans le Sud-Est de la France soient internés. Des dispositions ont finalement été prises pour que les Juifs soient envoyés dans l'arrière-pays. Mais ils n'ont pas été placés dans des camps de concentration.

En février 1943, des rafles antisémites ont été organisées par la police française dans la zone italienne. Les Allemands, qui avaient pris possession de la prétendue zone libre en novembre 1942, exigeaient que leur soient remis les Juifs et les individus indésirables. Les Juifs sont obligés de quitter le littoral et de se rendre dans des localités des Alpes-Maritimes et de la Savoie (Barcelonnette, Digne, Castellane, Moustiers-Sainte-Marie, Saint-Martin-Vésubie, Echevane, Château de Sauvan, et puis Guago, en Corse). Les Allemands continuent à faire pression



sur leurs alliés fascistes, qui ne cèdent pas. La situation se fait de plus en plus compliquée entre le gouvernement de Vichy, les autorités allemandes, les autorités locales françaises dans la zone italienne et les Italiens. L'état-major italien, par l'intermédiaire du général Mario Vercellino, exige le retour des Juifs raflés par la police du Maréchal Pétain. Les Italiens obtiennent gain de cause. Entretemps, le nombre de réfugiés juifs a augmenté, fuyant la zone Nord, et maintenant la zone Sud. Plusieurs personnes et organisations leur viennent en aide comme le comité Debouchage, le banquier juif Angelo Donati, le prêtre capucin père Marie-Benoît, le réseau Marcel. L'évêque de Nice a plaidé publiquement en leur faveur (il a été consacré « Juste parmi les Nations » après la guerre).

Mais quand le grand conseil fasciste destitue Mussolini le 25 juillet 1943 et que le roi le fait interner le lendemain dans une prison des

Abruzzes, la situation se fait confuse. Tous ceux qui ont voulu aller se réfugier en Italie se sont retrouvés dans un pays déjà aux mains des nazis. La République sociale italienne avait déjà été remise en place. Les militaires italiens ont aidé ces personnes à passer la frontière, mais elles se sont retrouvées prises dans une nasse.

La mansuétude dont a fait preuve l'armée italienne lors de ces trois années d'occupation sur le sol français est un cas surprenant. Cela n'a pas été le cas en Yougoslavie, par exemple. Quoiqu'il en soit, cela a été une sorte de miracle. Mais il faut savoir qu'au sommet de l'état-major des forces italiennes se trouvait un général hostile aux lois raciales. La communauté juive de la péninsule a souffert des discriminations indignes, et les Allemands ont prélevé leur tribut de victimes, hélas. Ce moment de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale mérite d'être mieux connu dans notre pays. ■

Babi Yar, Kiev septembre 1941...

Le 27 septembre 1941, des affiches ont été placardées pour informer tous les Juifs de Kiev qu'ils devaient se rassembler, le matin du 29 septembre, à l'angle des rues Melnikovskaya et Dokhturovskaya. Ils devaient avoir avec eux des documents, des vêtements chauds et des objets de valeur. Ceux qui ne se conformaient pas à l'ordre étaient menacés d'exécution.

La ville avait été occupée par les Allemands seulement dix jours auparavant.

Le nouveau commandant des SS *Einsatzgruppen*, Max Thomas, rapporta à Berlin : « Bien qu'au début on pouvait compter sur une participation d'environ 5 000 à 6 000 Juifs, plus de 30 000 Juifs sont arrivés grâce à une organisation exceptionnellement qualifiée, d'autant plus qu'ils pensaient qu'ils seraient transportés vers un autre endroit jusqu'au moment de leur exécution ».

Babi Yar, un ravin aux abords de Kiev, était très pratique pour procéder à des exécutions massives. Un grand nombre de fossés et de ravins naturels



Les Juifs de Kiev conduits à Babi Yar par les supplétifs ukrainiens des nazis

ont considérablement épargné le temps et les efforts des organisateurs, puisqu'il n'était pas nécessaire de creuser d'immenses tombes pour enterrer les morts.

Le matin du 29 septembre, plus de 30 000 Juifs avec leurs affaires se sont rassemblés au point de collecte indiqué dans les annonces. Ensuite, ils ont été conduits en colonne vers Babi Yar, sous garde

principalement de policiers ukrainiens recrutés parmi les nationalistes. Après avoir passé le cordon de sécurité, les victimes ont dû abandonner tous leurs biens. Puis elles furent emmenées par lots de cent vers les ravins, où les pelotons d'exécution les attendaient déjà. Tout était organisé avec minutie.

La police auxiliaire ukrainienne était chargée d'apporter son soutien à l'organisation du processus. Ils escortaient notamment les Juifs jusqu'au lieu d'exécution, aidaient à charger les affaires des victimes dans des camions, etc. Les Allemands s'occupaient du reste : tuer !

Au cours des deux jours d'exécutions, les 29 et 30 septembre, selon le rapport transmis à Berlin par les nazis, 33 700 personnes ont été tuées. Après le massacre de septembre 1941, le ravin de Babi Yar servit de site d'extermination pendant deux ans jusqu'à l'automne 1943 et à la libération de Kiev, des patients de l'hôpital psychiatrique local, des Roms, des prisonniers de guerre soviétiques et des résistants communistes y furent exécutés. ■ BF

UN HOMME SANS TITRE DE XAVIER LE CLERC [1]

lu par **BÉATRICE COURRAUD**

« Il y a ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent ».

Albert Camus

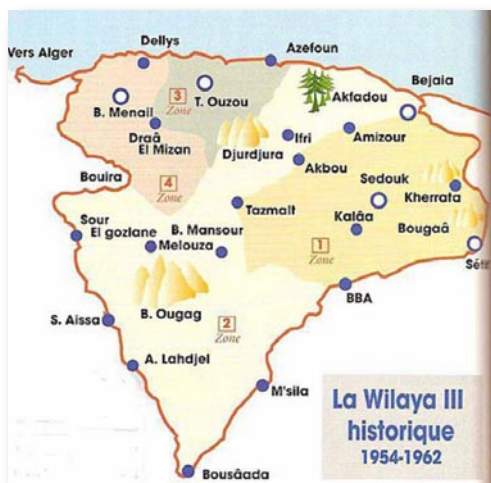
C'est d'un homme taiseux, secret, aux bouffées de colère soudaines et terribles, dont Xavier Le Clerc (de son vrai nom Hamid Aït-Taleb) dresse le portrait dans « *Un homme sans titre* », un père avec lequel il aura peu communiqué, mais qui demeura une figure obsédante, et auquel il rend ici hommage, ainsi qu'à toute sa famille.

Que connaît-on vraiment d'un père qui traversa la vie comme un éternel exilé, muré dans une solitude intérieure, et qui cependant lutta pour sa dignité ? L'auteur revisite le parcours d'un homme qui lui resta en quelque sorte étranger, et qu'il finit par fuir pour des raisons à la fois personnelles, familiales et sociales, et qu'il ne reverra qu'à sa mort en 2020.

Mais peut-on rompre avec son passé ? Et de quel héritage ce fils est-il néanmoins porteur ?

« *Je suis né de ce ventre d'affamé, qu'était mon père* ». Mohand-Saïd Aït-Taleb est né en Kabylie en 1939. Il vécut dans un extrême dénuement. Il resta analphabète et signait son nom d'une croix. Il émigra en France en 1962, embauché, comme des centaines de milliers d'Algériens, comme manoeuvre dans une usine, une société métallurgique de Normandie. Il fera un mariage arrangé avec une femme de son village d'où naîtront neuf enfants.

Xavier Le Clerc s'est inspiré de l'exercice auto-sociobiographique d'Annie Ernaux, dans son livre emblématique « *Les Années* », où elle parcourt la vie de sa famille et la sienne à travers la grande et petite histoire de ce XXe siècle tumultueux, faisant apparaître imaginairement, à la fin de chaque chapitre, des photos du passé dont la seule description donne un goût de charme et de mystère. Exercice auquel se livre avec bonheur l'auteur de *Un homme sans titre*.



Nous imaginons au gré des siècles passés les lignées de Kabyles, dans leur labeur harassant sous la férule des « maîtres », les colons, qui se sont accaparés leurs terres, dénués de tout, vivant dans des gourbis sans eau ni électricité, devant accomplir des kilomètres à pied pour trouver de l'eau et de la nourriture. Une misère qui perdurera de génération en génération, ponctuée de révol-

tes et de soulèvements, de combats pour la liberté, la reconnaissance de leur langue et leur identité.

En Kabylie, il s'agit d'une misère noire, implacable, dévastatrice, qui décime les plus fragiles, les enfants, les nouveau-nés, les personnes âgées.

Albert Camus en témoigna de façon magistrale, lui qui fut témoin et acteur de son temps. Xavier Le Clerc fait de l'écrivain sa figure tutélaire.

En 1939, jeune reporter à *Alger républicain*, Albert Camus fut envoyé en Kabylie pour un reportage sur les conditions de vie des Kabyles. Il publie une série de onze articles intitulés « *Misère de la Kabylie* ». Il y décrit la misère effroyable, dénonce l'exploitation de ce peuple par le pouvoir colonial. C'est un réquisitoire implacable. Cette publication provoqua un choc et un tollé en Algérie et en métropole.

« *Par un petit matin, j'ai vu à Tizi-Ouzou, des enfants en loques disputer à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle.* »

Nous suivons Mohand-Saïd Aït-Taleb à son arrivée en France. Être ouvrier en France était une chance pour échapper à sa condition misérable, mais ce travail-là s'avéra être un autre calvaire, le travail à la chaîne dans les usines, l'exploitation, les salaires de misère, la promiscuité dans les foyers, les bidonvilles, les barres HLM, le racisme, le mépris à l'encontre de ce peuple fier.

Ce père resta toute sa vie un « indigène », un homme « sans nom », un invisible, comme ces milliers d'autres qui émigrèrent en France dans les années 1950 et 1960 pour servir de main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci. Cependant, quand survint la guerre d'Algérie, les Kabyles constituèrent le fer de lance de l'insurrection à la fois dans la Wilaya III (nom donné à la Kabylie pendant la guerre) et en métropole [2].

La parole de Xavier Le Clerc dans *Un homme sans titre* traverse les silences de Mohand-Saïd Aït-Taleb. Il rend celui-ci infiniment présent. Il désigne ses plaies, ses blessures avec une grande vérité. Le fils chemine sur les traces d'un père confronté à l'injustice, écrasé par un système sans pitié. Témoignage fort d'une existence brisée. « *Si tu étais si attaché à ta carte d'ouvrier, c'est sans doute parce que tu étais un homme sans titre. Toi qui es né dépossédé de tout titre de propriété comme de citoyenneté, tu n'auras connu que des titres de transport et de résidence. Le titre en latin veut dire l'inscription. Et si tu étais bien inscrit quelque part en tout petit, ce n'était hélas que pour t'effacer. Tu as figuré sur l'interminable liste des hommes à broyer au travail, comme tant d'autres avant toi à malaxer dans les tranchées.* » ■

[1] Xavier Le Clerc, *Un homme sans titre*, Éd. Gallimard, 128p., 13,50€.

[2] Dans l'entre-deux-guerres, 80 % des immigrants algériens sont originaires de Kabylie. Le nombre d'Algériens présents sur le territoire métropolitain passe de 211 000 en 1954 à 350 000 en 1962.



Dernière minute

Àu moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort ce 29 août d'**Alban Liechti**, le premier « *soldat du refus* » de la guerre d'Algérie. Nous reviendrons sur son parcours dans la *Presse Nouvelle* d'octobre. ■

Société

Avec ces mots, **Juvénal** (Satire X) dénonçait déjà au Ier siècle l'égoïsme des gens, leur négligence des préoccupations plus dignes de l'humain (devoir civique) et les politiciens qui pour susciter l'approbation du peuple – non pour l'excellence du service public ou de la politique publique – offraient, en dérivatif, de la nourriture (du *pain*) ou des divertissements (du *cirque*).

Après la première édition des Jeux olympiques modernes à Athènes en Grèce, Pierre de Coubertin a repris en 1908 les mots latins *citius, altius, fortius* (« *Plus vite, plus haut, plus fort* ») et la formule « *l'important c'est de participer* » ; devise devenue à Tokyo (2021) « *Plus vite, plus haut, plus fort, ensemble* ».

Les Jeux olympiques et paralympiques à Paris, de cet été, sont-ils du « *pain et des jeux de cirque* », des performances sportives d'une compétition multinationale formelle (des phrases !) « *pour le développement pacifique de l'humanité* » (des mots !) ?

Les cérémonies artistiques pluridisciplinaires d'ouverture de ces Jeux, les défilés internationaux, de toutes les couleurs, des athlètes valides et handicapés, les commentaires du metteur en scène **Thomas Jolly**, les présentations culturelles de l'historien **Patrick Boucheron** ont dépassé les polémiques politiques sur sport de compétition et sport pour tous, sports de masse et sports d'élite, guerre et paix entre

PANEM ET CIRCENSES... ?

les puissants et sur leurs arrangements spéculatifs contre « *les damnés de la terre* », les « *misérables* » et ceux qui « *doivent sans cesse piocher, piocher, piocher...* » ; fort heureusement, demeurés bien éloignés des propos orduriers et incultes par rapport aux « *anormaux* », aux « *fous de vivre* », aux marginaux...

Les journalistes et les médias (en particulier télévisuels) ont offert à chacun le plaisir de voir, d'entendre, de ressentir – ensemble – des émotions joyeuses et des sensations d'enthousiasme. Avec la possibilité d'apprendre des faits historiques, d'entendre et comprendre les causes et les raisons des guerres, des famines, facteurs de discriminations et de blessures handicapantes et/ou mortelles.

Le spectacle des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 m'a fait « *retrouver l'envie d'agir* » (Jacques Ellul, sociologue XXe siècle). La « *fête sportive* » n'a pas été une trêve politique ni un cocorico sur « *Liberté, égalité, fraternité* » dans un monde

par **Edith DELÉAGE-PERSTUNSKI**

de sociétés humaines toujours plus compétitif et guerrier, y compris par rapport à la Terre que nous habitons. ■

Faits relevés pendant les Jeux

1. Sofyane Mehiaoui, meneur de l'équipe de France du basket-fauteuil : « *Faut que t'arrêtes de parler de nous de cette manière* » (*vous êtes des super héros*).

2. Thomas Jolly, metteur en scène des jeux paralympiques observait lors de la cérémonie de clôture des JO : « *Je ne crois pas que ce soit être un héros que de relever des défis que le quotidien nous pose parce qu'il y a des barrières sociétales... comme l'absence d'ascenseur* »

3 Rebecca Cheptegei, l'athlète ougandaise qui a participé au marathon de Paris est, de retour chez elle, grièvement brûlée. Selon la presse locale, son compagnon kenyan, Dickson Ndiema Marangach, est soupçonné de l'avoir immolée.

4 Deux nageurs ukrainiens refusent de poser avec le médaillé d'or biélorusse, après le podium.

Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

KESSEL. LA LIBERTÉ À TOUT PRIX

Il y a des spectacles qui remportent un succès de l'ordre de la magie. Dans celui-ci, deux personnages, un comédien seul en scène, fabuleux. **Franck Desmedt**, et celui qu'il incarne, **Joseph Kessel**, grand écrivain reporter, épris de voyages, d'aventures, de boisson, observateur des êtres qu'il croise et avec lesquels il noue des relations privilégiées.

Il déclarait « *l'humanité ne vaut pas cher, mais j'aime les hommes, ils valent mieux que les idées., le monde est extraordinaire* ». Sa vie et son destin sont incroyables et extraordinaires, le monde lui paraissait rempli de beautés qu'il avait vues à travers de dangereuses aventures et des rencontres inédites.

Ses parents, russes, avaient fui les persécutions antisémites pour l'Argentine où il était né en 1898, et ensuite pour la France, où s'installe son père médecin.

Kessel s'engage comme volontaire lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale et, en 1923 paraît le premier grand succès littéraire, tiré de son expérience dans l'aviation, *L'Équipage*.

Il se lance dans les reportages et l'écriture, « *le Soleil se couche, moi jamais* ».

Ses voyages lui fournissent la matière romanesque ; il écrira. 80 livres, fictions et recueils de souvenirs, parfois mêlant les deux comme la montée du nazisme dans *La Passante du Sans-Souci* ou *Les Mains du miracle*, incroyable épisode historique du docteur. Kersten, du temps d'Hitler. Dans *Mermoz*, il raconte l'ami légendaire, disparu en 1936 dans l'Atlantique, qui effectua pour l'Aéropostale, en 1933, le premier vol Le Bourget-Buenos Aires en cinq jours. Kessel était « *un homme épris de liberté et un Russe assoiffé qu'on n'arrête jamais* ».

La plus extraordinaire de ses aventures lui inspire *Les Cavaliers*, inoubliable entre tous, fascinant, éclatant de descriptions et de personnages épiques hors du commun, de l'ordre du mythe. Kessel importe des États-Unis, en 1960, ce qui sauve depuis des milliers d'alcooliques et incite la médecine à se pencher sur cette maladie. Il publie *Avec les alcooliques anonymes* et aide les premiers membres à créer la *Fraternité des AA*.

Habité par ses démons, il voit pourtant le côté lumineux des êtres, partout. La révolution de 1917 en Sibérie le voit avec les soldats russes (*La steppe rouge*), il assiste à la lutte des Irlandais pour se libérer des Anglais, à la montée et à la chute du nazisme, à la naissance de l'État d'Israël, il boit le verre de l'amitié avec des rois, des présidents, il écrit *Fortune carrée* où, dans la beauté incroyable du Yémen et de la mer rouge se côtoient Henry de Monfreid, Hakimoff Gouri le tueur... C'est un tourbillon, sans repos, sa vie était trop petite.

Cet homme était pourtant d'un comportement modeste et amical, je l'ai constaté. Il est en Espagne aux côtés des Républicains, puis correspondant durant la Seconde Guerre mondiale. Il rejoint les Forces françaises libres, coécrit avec Maurice Druon *Le Chant des partisans* et rencontre le général de Gaulle. Kessel adorait la France, lui vouait un amour sans concession.

C'est lui qui déclare, en 1962, reçu à l'Académie française, « *Messieurs les académiciens, je suis juif* ». L'écrivain était marqué par le suicide, à 21 ans, de son frère Lazare, un surdoué, admis à la Comédie-Française, et ce deuil l'a accompagné dans ses aven-



Franck Desmedt dans le rôle de Joseph Kessel.

tures, ses excès et son refus de devenir comédien.

Mathieu Rannou a écrit le texte et mis en scène **Franck Desmedt**, criant de vérité, comédien admirable, qui a déjà, entre autres, incarné Romain Gary, et joué dans *Adieu Monsieur Haffmann* et de nombreux autres. L'acteur a obtenu un Molière en 2018. Ce passionné « *je choisis de jouer des gens qui ont fait craquer leur vie* » est, sur scène, un flamboyant Kessel, qui vous touche au cœur. Il fait des rencontres imaginées avec Bogart, Piaf, Huster, les imite d'une façon hallucinante, dialogue avec Lazareff grâce à qui Kessel a pu entreprendre ses voyages. Lazareff lui accordait une confiance sans limites, et le comédien l'imite de façon frappante.

Sur scène une décoration inventive et folle, dans laquelle le comédien s'amuse, dans un flot d'images et d'émotions, de grands draps blancs, dans lesquels il s'enroule, quelques accessoires, les lumières et c'est magnifique.

Ce spectacle est unique, et Franck Desmedt mérite notre grande admiration. ■

* **Théâtre Rive Gauche**, 6 rue de la Gaîté, Paris 14°. Tél : 01 43 35 32 31.

LES MARCHANDS D'ÉTOILES

Le rideau se lève sur l'entrepôt parisien de tissus, enterré dans le sous-sol, lieu rassurant, avec une lucarne comme seul lien avec le dangereux extérieur. Le patron, Raymond Martineau, est plongé dans l'inventaire et les calculs. La radio nous informe que nous sommes en juin 1942. Raymond allège un peu l'atmosphère pesante avec son accent du midi, tonitruant. Sa fille ne lui obéit pas, sa femme, mine de rien, le mène par le bout du nez, Louis, son plus ancien employé, travaillait déjà pour l'ancien patron, le père de sa femme, homme réputé tyrannique. Joseph, jeune homme secrètement amoureux de la fille de Raymond, né d'une mère juive et d'un père breton, a pourtant fait sa communion et ignore qui il est vraiment. Quant à Louis, considéré comme un membre de la famille, il est devenu collabo avec monsieur Marcel, l'ami des Allemands, homme dépourvu de moralité et de scrupules. Martineau a obtenu la commande des étoiles jaunes pour toute l'Europe, la famille mène une vie tranquille et laborieuse, dans l'ignorance du sens réel des étoiles.

L'auteur, **Anthony Michineau**, déclare : « *c'est une pièce sur le devoir de mémoire, sur ce qu'était la*



France en 1942, avec ses monstruosité, ses traîtres et ses dénonciations. Cette pièce traite, tantôt dans la légèreté, tantôt dans le drame, des choix qui ont été faits par des gens comme les autres, au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Au détour de deux éclats de rire, j'ai voulu montrer que ce n'était pas forcément le bonheur, mais qu'il y avait quand même la vie. »

Il a reçu le prix du meilleur auteur contemporain du Festival d'Avignon (off 2023) et c'était largement

mérité. Le metteur en scène, Julien Allugette : « *Je voulais que la pièce démarre comme une comédie légère. Et puis lentement, la petite histoire est rattrapée par la grande. La comédie bascule alors dans le drame, puis dans la tragédie pure. Même si le sujet n'est pas celui d'une franche comédie, j'aimerais que les spectateurs puissent rire, pour ne pas avoir à en pleurer. Il est bon de se rappeler que le régime de Vichy n'est pas si lointain et que, malheureusement, l'actualité porte en germes la possibilité d'un retour à ce genre de situation.* »

C'est une réussite ! Entre éclats de rire, répliques émouvantes, situations percutantes, des scènes dramatiques donnent au public un choc inattendu.

Le décor, les costumes, la bande sonore de Georges Vauraz créent un authentique moment des années 40 avec, invisible, mais présente, l'Occupation. Les comédiens, talentueux, sont excellents : Guillaume Bouchède, Stéphanie Caillol, Nicolas Martinez, Axelle Dodier, Julien Crampon. Le spectacle obtient un grand succès. ■

* **Théâtre Le Splendid**, 48 rue du Faubourg Saint-Martin Paris 10°, jusqu'au 5 janvier 2025. Tel. 01 42 08 21 93.

ABEL GANCE, UN GÉANT

Rétrospective Abel Gance à la Cinémathèque française jusqu'au 25 septembre et sortie de *Napoléon* vu par Abel Gance.

Abel Gance a doté le cinéma d'un puissant souffle lyrique, touchant au paroxysme et il est difficile d'échapper à ses visions fulgurantes où l'artiste veut l'immersion et la sidération du public. L'impact de ses films muets sur les artistes et la critique de son temps fut immense. Avec *J'accuse* (1919) et *La Roue* (1922), on le mit en haut des cinéastes du monde, aux côtés d'Eisenstein et Griffith qui l'admiraient. Et l'on ne peut réduire Gance à son seul *Napoléon* que la Cinémathèque française vient de restaurer. Cette rétrospective le prouvera car *Un grand amour de Beethoven*, *Lucrece Borgia* et d'autres titres, s'ils n'avaient été mutilés par producteurs et distributeurs, seraient parmi les plus grands films.



Damia dans *Napoléon*. 1925 © Cinémathèque-Française

Ceux de Gance ont pour sujet la folie, l'inceste, la mort, l'apocalypse avec force orphelines, filles-mères, vierges proies de l'inceste, infirmités de héros devenant aveugle ou sourd ou fou, souvent pris dans la roue de l'éternel retour nietzschéen. Tout cela serait insupportable si la puissance de l'écriture ne les transfigurait en furieux éclats de poésie.

La grande contradiction de son œuvre est de vouloir faire un cinéma de lumière dont la philosophie hérite de Nietzsche, lequel incarnait l'opposition aux Lumières.

Mais ce cinéma n'est pas qu'à enfermer dans la part obscure de l'irrationalité.

L'intégration du réalisme, dans un film lyrique comme *Louise*, le prouve. Entièrement chanté, on y entend la voix du grand ténor **Georges Thill**, où Gance reste fidèle à la représentation des milieux humbles de l'opéra de Charpentier : conflit violent entre un père ouvrier et sa fille portée par le désir d'émancipation et d'amour libre, un sujet très moderne. Parmi ses films clairs, réjouissants, jubilatoires, Gance a tourné de beaux joyaux : *Capitaine fracasse*, *La Tour de Nesle*, *Cyrano et d'Artagnan*. En 1964, ce dernier film imparfait revivifie le « discours » lyrique, et tout en alexandrins, ouvre une « vague nouvelle » très audacieuse, à l'aube des 75 ans du cinéaste.

Dès 1913, Gance travaille avec les peintres Sonia et Robert Delaunay pour créer *Les orgues lumineuses* où la quête du mouvement et de la lumière se construit par le montage. Gance, dans les pas des Delaunay, recherchera toujours la mobilité des images et des sons, les variant, comme en musique, par intervalles. Dans son cinéma, la vitesse de la ligne et de l'œil, de la lumière mouvante, vient du

mouvement continu ou discontinu, en temps courts ou longs. Gance joue le simultanément sur l'écran par la représentation objective de l'action et de ses objets, mêlée à celle subjective du personnage dont il montre la vision mentale.

Barbusse a écrit *Le Feu*, Céline *Le Voyage...*, Gance tourne *J'accuse* (1919). Le film mêle ses poncifs de mélodrame au cri le plus puissant contre la guerre et dresse un Tribunal pour l'Histoire : les Morts sortent de l'ossuaire de Douaumont, forment une armée spectaculaire et vont à la rencontre des Vivants pour savoir si leur sacrifice a servi. Le film marqua par son aspect spectaculaire. Gance réitère, sentant la guerre revenir. Un an avant Munich, *J'accuse* (1937) est plus terrifiant encore : Gance embauche de vraies gueules cassées pour jouer dans une marche qui veut arrêter la guerre. Un vrai film d'horreur, sidérant avec ses surimpressions multipliées de gueules mutilées, glaçantes et la puissance incantatoire de la voix de l'acteur Victor Francen. Enfin Gance, livre en 1940 *Paradis perdu* où débute Micheline Presle, dans un double rôle de mère et de fille, pour un récit où tout finit puis recommence, dans le retour de la guerre.

La Roue conte le sort d'une orpheline sauvée d'un accident ferroviaire par le mécanicien Sisif qui, comme son fils, en tombe amoureux. La virtuosité de sa réalisation transfigure le poncif. L'image et ses rythmes montre le paradoxe de la civilisation : celle de la technique et de ses machines pour libérer l'homme restant prisonnier de ses désirs ancestraux et obsédé par l'inceste. *La Roue* fait épopée de l'aliénation triomphante au temps de la vitesse et de son grand héros, le Train. Dans ce film muet d'une durée de sept heures, tout résonne comme « *Ferrailles, faux accord, brourourourou des roues, chocs et rebondissements* [1] ». Un film dont l'impact atteint les grands cinéastes dont Eisenstein pour *La Grève*. Loin de *la Bête humaine* naturaliste, le film est métaphore du monde moderne précipité dans l'abîme.

Napoléon est baroque et de puissance dramatique épique où l'image, par contrepoint, va du noir profond au blanc dans plusieurs scènes très poétiques. Ainsi du blanc : bataille de boules de neige à Brienne où Bonaparte enfant se fait stratège, bataille de pelochons des enfants au dortoir où les plumes deviennent neige, puis tourbillon, blanc encore dans la chambre au petit autel dressé par Violine pour adorer Bonaparte, et de Violine encore nimbée de scintillements. Ainsi le Napoléon vu par Gance est un poème élevé au rang d'une représentation de l'Histoire nationale, héritière du souffle romantique de Michelet.

Dans la scène du bal des victimes [2], Gance se délecte à filmer l'éros des licenciés avec finesse et humour, montrant Bonaparte outré par la trahison de la Révolution dans l'orgie des Incroyables et Merveilleux, mais faiblissant au charme de Joséphine !

Et Marat, Danton, Saint Just, Robespierre, mi-monstres mi-Dieu, inspirent Bonaparte de leurs grandes ombres. Ainsi que Rouget de Lisle, apportant sa Marseillaise au sein de l'Assemblée et, la ferveur communicative de la foule est là, d'autant que Gance embaucha les 2 000 ouvriers de l'usine Renault en grève, pour la chanter ! Mais on voit aussi la foule hideuse qui veut le sang des têtes sur les piques et court au spectacle de la guillotine, enfin le film livre mille détails soignés pour le Siège de Toulon et de poignantes et saisissantes images de gueux faméliques et affamés dans la troupe de la Grande Armée.

Le Hugo des synagogues

Certains ont dit Gance antisémite, mais Nelly Kaplan me confirmera en entretien que l'antisémitisme a été la cause principale de la rupture de Gance avec son ami Céline. L'extrême droite voyait en Gance un génie visionnaire tout en lui vouant une haine tenace pour son pacifisme. Dès 1931, Rebatet s'acharne contre la « juiverie » du cinéaste, « le Hugo des synagogues ». Gance ne répond pas à l'accusation d'être juif, mais en 1941 avec le Statut des Juifs de Pétain, Raoul Ploquin administrateur du cinéma, exige qu'il prouve l'aryanité de ses quatre grands-

parents pour travailler. Au même moment, le grand comédien Harry Baur, qui restera pour toujours l'extraordinaire Beethoven du film Abel Gance, subit le même sort. Mis sous pression, Baur nie être juif et pour le prouver, part jouer en Allemagne ; à son retour, la Gestapo l'arrête, le bat et le torture. Baur mourra des effets des sévices. Pour Gance, la mort de son Beethoven fait choc. Son arianité enfin prouvée par l'État civil, il reprend le travail et pour la sortie de *Vénus aveugle*, superbe mélodrame, le

dédicace à Pétain. Souvenir du héros de Verdun ? Désir lâche d'avoir la paix pour travailler ? Compromis ? Gance ne s'en expliqua jamais, mais ce geste lui vaudra l'ostracisme après-guerre.

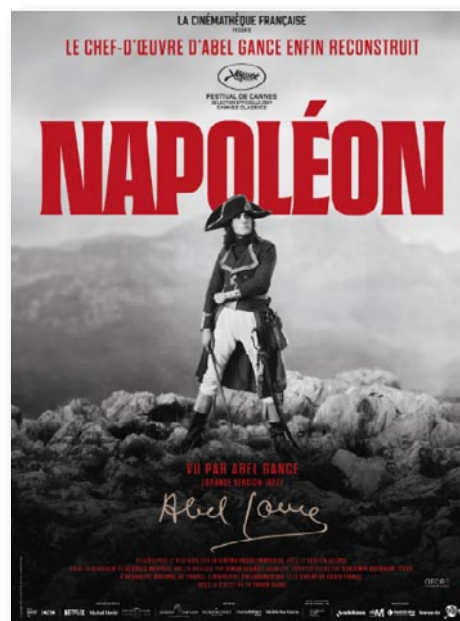
Blaise Cendrars resta toute sa vie l'ami de Gance, mais trouvant trop de lamentation dans son texte *Prisme* lui écrit une lettre affectueuse, refusant de le préfacer : « *il faut que tu sortes flammes ou cendres. On ne demande pas à Prométhée l'état de son foie. Pour le moment, tu fais pleurer sur toi-même et cela noie, efface, éteint les traces de feu. C'est ce feu là qui doit jaillir.* » Nous lui donnons raison. Mais **Elie Faure** écrira de Gance qu'il fut l'esprit de la Renaissance, celui de Léonard de Vinci en plein XXe siècle. Ce n'est pas faux. ■

[1] **Blaise Cendrars**, *La prose du transsibérien* (1913).

[2] Les *Bals des victimes* furent créés après la Terreur. Pour y être admis, on devait avoir eu un proche parent guillotiné.



Harry Baur dans *Un Grand Amour de Beethoven*, 1937



MAX LIEBERMANN ENTRE RÉALISME ET IMPRESSIONNISME

par **BERNARD FREDERICK**

(Suite de la Une)

Max Liebermann est né le 20 juillet 1847 à Berlin dans un milieu aisé. Son père est industriel. La famille Liebermann est apparentée aux Rathenau. Walther Rathenau (1867-1922), ministre sous la République de Weimar et neveu de Max Liebermann, fut assassiné par des nationalistes anti-sémites. Les Liebermann, comme les Rathenau, appartiennent en effet à la riche bourgeoisie industrielle juive. La vie familiale se déroule dans un vaste hôtel particulier de la *Pariser Platz de Berlin*.

Renvoyé de l'université pour « absentéisme », il entre à l'Académie des Beaux-Arts de Weimar où il devient l'élève du peintre d'histoire belge Ferdinand Pauwels (1830-1904) qui lui fait découvrir Rembrandt.

Durant la guerre franco-prussienne (1870-1871), Liebermann s'enrôle dans l'armée. Il est affecté au service de santé près de Metz. Démobilisé, il se rend pour la première fois aux Pays-Bas où il visite Amsterdam. À son retour, il réalise son premier grand tableau, *Les plumeuses d'oies*. Mal accueilli par la critique, son tableau lui vaut alors le sobriquet d'« apôtre du laid ».

En 1887, il s'installe à Paris où il loue un atelier à Montmartre. À l'été 1874, il se rend à Barbizon pour étudier la peinture réaliste de paysage. En 1878, il voyage en Italie et en particulier à Venise, c'est là qu'il réalise, en 1879, son tableau *Jésus à douze ans au temple*. Jésus y apparaît comme un jeune garçon juif entouré de ses coreligionnaires. Le tableau fait bondir en Allemagne, sur fond d'antisémitisme, en revanche il est très bien accueilli au Salon de 1880 à Paris.

La mère de Max Liebermann meurt en 1892 et son père en 1894. Il hérite alors d'une fortune importante et de l'hôtel particulier de la *Pariser Platz* dans lequel il aménage un atelier.

De l'imagination en peinture (Die Phantasie in der Malerei), premier article de Liebermann en tant que professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Berlin, paraît en 1903. Pour Liebermann, la création doit provenir de l'observation du réel. Il rejette donc toute évolution vers l'art abstrait et en particulier l'expressionnisme. Pendant la Première Guerre mondiale, il rejoint la Société allemande, association

de tendance libérale conservatrice. Il devient également de plus en plus le portraitiste de la haute société berlinoise. Une grande rétrospective de ses œuvres a lieu en 1917 à Berlin, où plus de deux-cents toiles sont exposées, à l'initiative de l'Académie des Beaux-Arts dont Liebermann est nommé président en 1920.

En 1927, son 80e anniversaire est célébré par l'exposition d'une centaine de ses peintures. Albert Einstein et Thomas Mann font son éloge. La ville de Berlin lui décerne le titre de citoyen d'honneur et le président du Reich, Paul von Hindenburg, le décore de la Grande Croix de l'ordre de l'Aigle germanique.

Il assiste en 1933 à la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes et voit les vainqueurs défilé devant son domicile de la *Pariser Platz*. Il prononce alors cette phrase, en dialecte berlinois : « *Je ne pourrai jamais assez manger pour vomir autant que je le souhaite.* » Le 10 mai 1933, dans Berlin et vingt-et-une autres villes, des dizaines de milliers de livres sont brûlés sur des bûchers organisés par les nazis. Liebermann démissionne de toutes ses responsabilités.



Autoportrait - Max Liebermann

Il décède le 8 février 1934 dans son hôtel particulier de la *Pariser Platz*. Les médias, sous contrôle nazi, évoquent à peine son décès. L'Académie refuse d'honorer son ancien président. Aucun représentant officiel n'est présent lors de son inhumation au cimetière juif de la *Schönhauser Allee*.

Les tableaux de Liebermann appartiennent à ce que les nazis appelaient « *art dégénéré* ». L'héritage du peintre, comportant une vaste collection de tableaux impressionnistes et réalistes, a donc été confisqué par le Reich. ■



Fleurs devant la maison du jardinier



Jésus à douze ans dans le temple. Max Liebermann 1879



Garçon avec des vaches 1895



La famille



La plage de Nordwijk 1908